

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Afrique subsaharienne > Epidémies, pandémies (Afrique) > Sida (épidémies, Afrique) > **Sri Lanka : « Des semaines où des décennies se succèdent »**

Sri Lanka : « Des semaines où des décennies se succèdent »

samedi 30 juillet 2022, par [SKANTHAKUMAR Balasingham](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juillet 2022).

Fermez les yeux et imaginez que l'électricité n'est disponible que la moitié du temps, qu'il faut faire la queue pendant des demi-journées et même des journées pour obtenir de l'essence, que l'inflation alimentaire atteint les 60% en taux annuel, que les hôpitaux et pharmacies manquent des médicaments et à cette misère ajoutez une bonne dose de canicule qui ne lâche pas. Toutes les classes sont frappées sauf les plus riches qui ont leurs accointances comme toujours mais c'est pire comme d'habitude pour les couches les moins fortunées au point que des gens doivent cesser de travailler car les frais de transport sont plus élevés que leurs misérables salaires. Maintenant, ouvrez les yeux : vous être au Sri Lanka.

Sommaire

- [Douceur amère](#)
- [Plateforme](#)

Champion asiatique du néolibéralisme en crise comme le Chili l'a été dans les Amériques, aujourd'hui lesté par la crise pandémique et les conséquences économiques de la guerre d'Ukraine, le Sri Lanka, étouffé par la dette externe et celle publique, est cassé comme un clou alors qu'il avait tout misé sur une économie d'exportations, de tourisme et de redevances de ses travailleur-euse-s exilé-e-s quitte à importer la grande majorité de ses produits essentiels. Sera-t-il une exception ? De dire aujourd'hui *The Economist* : « Standard & Poor's a abaissé la perspective du Pakistan, de « neutre » à « négative », rejoignant les autres grandes agences de notation. La roupie pakistanaise a atteint un nouveau plus bas, perdant 1,3 % pour atterrir à 236 pour un dollar, les prix élevés des matières premières ayant dévoré ses réserves de change. Avec une dette extérieure de 250 milliards de dollars et des réserves d'à peine 9 milliards de dollars, le Pakistan pourrait faire face à une crise à la sri-lankaise. »

Faut-il se surprendre que s'y prolongent les grands soulèvements du mal nommé Printemps arabe avec toutes ses ambiguïtés ? Le peuple sri-lankais saura-t-il éviter les catastrophes syrienne et yéménite, dont les pièges des impérialismes, la reculade tunisienne et l'entre-deux soudanais ? Le FMI, en tout cas, a bien mesuré le danger pour la bourgeoisie.

Introduction du traducteur Marc Bonhomme, 29/07/22

« Il y a des décennies où rien ne se passe, et il y a des semaines où des décennies se passent », comme Lénine ne l'a jamais dit. L'éloignement entre l'État-régime au Sri Lanka

et ses principaux électeurs, tout en s'élargissant au cours des années de pandémie, est devenu un antagonisme pur et simple en quelques semaines au cours du premier semestre 2022. C'est ce qui distingue le premier semestre 2022 des années qui l'ont précédé.

Au cours des trois premiers mois, le naufrage au ralenti d'une économie endettée a enfin déraillé. Ce qui a commencé comme une crise financière - l'épuisement des réserves de change - s'est transformé, comme il se doit, en une crise économique - par des pénuries d'importations essentielles à la production et à la circulation des biens et services et à la mobilité des personnes. Cela a à son tour catalysé une crise sociopolitique - dans laquelle la présidence de Gotabaya Rajapaksa, et par extension la première famille et le gouvernement sri-lankais Podujana Peramuna (Front populaire), sont devenus le paratonnerre de la désaffection et de la colère populaires.

Au cours des trois mois qui ont suivi, une fulgurante vague de citoyens a secoué le Rajapaksa Raj, réalisant le 9 juillet sa principale demande de défenestration du chef de l'État, précédée en avril-mai par le bannissement de cette famille s'accaparant les fonctions gouvernementales clefs. Cependant, le peuple sri-lankais a accidentellement acquis un autre président, non moins mal aimé, au cours du même mois. Le théâtre politique de la Diyawanna Oya le matin du 20 juillet où Ranil Wickremesinghe en tant que mandataire de l'ancienne première famille a été élu à la présidence, n'a fait que valider la conviction que le parlement, comme la présidence, fait partie du même système failli au service de ses seuls titulaires.

L'incapacité des politiciens à tenir compte de l'appel du peuple à une administration intérimaire multipartite — dirigée par un président par intérim et un Premier ministre indépendant de l'affiliation à un parti et de bonne réputation publique — ne fait qu'alimenter la demande d'élections générales anticipées pour resélectionner les représentants à la législature tout en obtenant un mandat populaire pour l'abolition des pouvoirs exécutifs de la présidence.

L'ascendant Wickremesinghe sera-t-il un moment de transition avant de suivre son prédécesseur dans le fumier de l'histoire ? Ou va-t-elle stabiliser l'ordre politique pour une résurrection de l'ancien régime ? L'impasse politique et économique prolongée provoquera-t-elle un mécontentement social plus profond ou engendrera-t-elle une passivité publique ? Dans l'interrègne, et la faiblesse palpable d'un pôle progressiste compensateur, les ultranationalistes cinghalais au sein de la société politique et/ou de l'appareil répressif d'État prendront-ils avantage et tenteront-ils d'accéder au pouvoir de l'État ? Celles-ci et bien d'autres sont des questions ouvertes, sans résultats prédéterminés.

Douceur amère

La douceur amère de cette conjoncture n'enlève rien à l'extraordinaire portée du mouvement citoyen désormais mieux connu sous le nom d'Aragalaya (Porattam/Lutte). Ce soulèvement est pour notre pays post-colonie de 74 ans ce qui a été le plus proche d'un mouvement populaire d'ampleur nationale, tourné non pas les uns contre les autres, mais ensemble contre ceux qui sont au-dessus de nous.

Beaucoup a déjà été écrit, pas toujours informé, sur le caractère et la composition de l'Aragalaya. Il s'agit d'une mobilisation multiclassée, multigénérationnelle, multiethnique et multireligieuse. Dans sa manifestation la plus visible sous la forme de manifestations de rue régulières, de rassemblements et de manifestations, et de l'occupation inédite des espaces publics, elle était plus urbaine que rurale et du sud cinghalais que du nord et de l'est [plus tamoul, NDLR]. Une grande partie de son énergie et de son imagination doit être attribuée aux jeunes hommes et femmes, auparavant qualifiés d'apathiques et d'individualistes, ayant absorbé les valeurs du capitalisme de consommation. En

effet, ils sont plus les enfants de « l'économie ouverte » que leurs prédécesseurs de l'insurrection de la fin des années 1980 qui en étaient les orphelins. Les métiers (informatique, publicité et créations, transport et logistique, services) et les aspirations (patrimoine et statut social de la classe moyenne) des jeunes de l'Aragalaya sont ceux que la libéralisation économique a ouverts, même si elle n'a pas tenu ses promesses.

De nombreux jeunes, et pas différents de certaines personnes plus âgées qui s'identifient également à l'Aragalaya, ont vu le candidat présidentiel non traditionnel Gotabaya Rajapaksa comme leur réponse à l'échec de la politique habituelle. Cependant, alors que la crise économique s'installait, cette génération a vu son avenir au Sri Lanka se dissoudre devant elle. Certains, avant et maintenant, ont choisi ou ont été contraints de prendre la fuite dans une émigration temporaire ou à long terme. D'autres ont choisi, ou encore sont peut-être obligés, de se battre pour le changement au milieu du chaos qui les entoure.

Alors que les coupures d'électricité se prolongeaient, au lieu de maudire l'obscurité étouffante à la maison, ils sont descendus dans la rue avec des bougies allumées et des messages sur des pancartes. La génération des smartphones a pris des photos et des vidéos de leurs actions pour compléter les mêmes qui ont impitoyablement mis le régime au pilori, communiquant et s'organisant via les médias sociaux (YouTube, Facebook, Twitter, WhatsApp) avec encouragement et amplification de leurs actions sur les médias électroniques par une maison de presse privée.

Ce mouvement a commencé comme celui qui balaie les représentants traditionnels du peuple. C'est une mise en accusation et une répudiation des institutions existantes de la société civile, allant des partis politiques aux syndicats, en passant par les organisations non gouvernementales et confessionnelles. Dans leur forme actuelle, ces structures sclérosées ne sont pas encore parvenues à canaliser ou à coopter ce soulèvement. Cela ne veut pas dire qu'ils sont absents de l'Aragalaya. Il y a toujours eu une diversité d'idéologies politiques représentées parmi les manifestants, jeunes et vieux, au-delà de ceux du Jathika Jana Balawegaya/Janatha Vimukthi Peramuna (Pouvoir populaire national/Front de libération du peuple), du Peratugami Samajawadi Pakshaya (Parti socialiste de première ligne) et la Fédération interuniversitaire étudiante (« Anthare »).

Plateforme

Quelle est la plateforme de ce mouvement ? La composition sociale des initiateurs de ce mouvement citoyen issu des indépendants, des entrepreneurs sociaux, des salariés du secteur privé et des professionnels de la haute bourgeoisie a sans doute circonscrit son analyse des sources de notre crise actuelle et de ses solutions. Les luttes spécifiques des travailleurs des plantations, des ouvriers du vêtement, des agriculteurs, des enseignants et des étudiants universitaires au cours des deux dernières années — et depuis bien plus longtemps dans le Nord et l'Est pour la vérité et la justice pour les disparus, contre l'accaparement des terres et la militarisation — ne sont pas arrivées à fusionner même en tant que récit d'un système (social, politique et économique) qui continue d'échouer à satisfaire la majorité, sans parler d'une alternative à celle-ci. En tout cas, ces luttes isolées, aussi héroïques soient-elles, ne peuvent à elles seules inverser le déclin depuis les années 1980 d'une conscience anticapitaliste au sein de la classe ouvrière et même de la gauche.

La cause immédiate de l'agitation des citoyens a été le manque de gaz de cuisine, de kérosène, d'essence, de diesel, de médicaments et d'articles de consommation, et la flambée des prix des denrées alimentaires et des produits de base dans un contexte d'hyperinflation, bouleversant la vie économique et créant une insécurité massive des revenus et des moyens de subsistance.

Dans une société où l'État est tout, la rage de l'Aragalaya est devenue entièrement dirigée contre le

gouvernement qui a fait tomber l'économie du haut de la falaise, la famille vénale à son volant. D'où le slogan unificateur de l'Aragalaya de #GotaGoHome — étendu au reste de sa famille — pour la responsabilité de la destruction (vinasakara) du pays.

Les rumeurs et les histoires de grande corruption des Rajapaksas et de leurs copains ont été le deuxième thème de la protestation. Il s'agit d'exiger le retour de la richesse du peuple estimée sans preuves solides comme valant des milliards de dollars américains, et selon certains manifestants suffisante pour rembourser la dette du Sri Lanka ! Cette analyse de la crise économique est centrée sur la bêtise du président et de ses conseillers en politique monétaire et fiscale, ainsi que sur l'interdiction des intrants agrochimiques [Le président avait interdit toute importation d'engrais chimiques pour soi-disant passer sans avertissement aux engrais organiques, ce qui a catastrophé les récoltes de l'année, en réalité pour ménager la perte de devises fortes ! NDLR]. La prescription pour son traitement est de limoger un gouvernement incompetent et de récupérer les avoirs volés.

Ainsi, même si l'hégémonie des Rajapaksas sur la société cinghalaise s'est effondrée, la domination du néolibéralisme, dont nous récoltons la misère dans cette crise, est solide. Il n'y a pas de critique au sein de la société du dogme économique en place depuis 1978 ni des inégalités grotesques qu'il engendre. Les paramètres du paradigme — une base d'exportation petite et non diversifiée ; l'extrême dépendance à l'égard des envois de fonds des migrants entrants ; dépendance aux importations de tout et pour tout ; un endettement incroyable grâce à des emprunts auprès de banques nationales et de sources externes ; des hypothèses d'afflux élevés d'investissements directs étrangers qui ne se matérialisent jamais ; des niveaux extrêmement bas d'imposition directe des particuliers et des entreprises ; désindustrialisation détruisant la production locale ; et une politique agricole et alimentaire fondée sur les monopoles et les cartels — n'ont pas encore été mises en accusation.

Alors que le « changement de système » exigé par les sections les plus avant-gardistes de l'Aragalaya comprend à juste titre l'abolition des pouvoirs exécutifs de la présidence, la démocratisation du parlement et la nécessité d'un contrôle et d'une responsabilité accrue sur les représentants publics entre les élections ; elle s'abstient de voir l'ordre politique dégénéré comme le revers de la médaille d'un ordre économique méprisable qui est incapable d'offrir une vie digne et un avenir décent à tous.

B. Skanthakumar

P.-S.

- Source : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63433>
- B. Skanthakumar est membre de l'Association des scientifiques sociaux du Sri Lanka. Ceci est l'éditorial du prochain numéro imprimé de Polity (Vol. 10, numéros 1 et 2, juin 2022). Un projet antérieur a bénéficié des commentaires de Chulani Kodikara et Hasini Lecamwasam.
- Traduction Marc Bonhomme.